



Paris, le 31 août 2010

**Communiqué**

**Germinal Peiro**, Secrétaire national à la ruralité et à la mer

## **Le Parti socialiste dénonce la spéculation sur les céréales et demande au gouvernement d'agir**

Depuis juin dernier, le prix de la tonne de blé est passé d'à peine 140 euros à 190 euros actuellement, après un pic à près de 240 euros il y a encore quelques jours. Le prix de l'orge a doublé en six semaines. Par effet d'entraînement, **l'instabilité du cours de l'épi a entraîné dans son sillage la hausse des prix des autres céréales** : riz, maïs, soja. Certes, la forte sécheresse et la révision à la baisse des stocks français conjuguées aux incendies qui ont ravagé la Russie expliquent en partie cette envolée des cours. **Mais il n'y a aucun risque de pénurie à l'horizon, puisque les stocks mondiaux de céréales atteignent aujourd'hui 175 millions de tonnes, soit six fois plus qu'il y a deux ans**, lors de l'explosion de 2007.

Cependant, le nombre de transactions financières autour des céréales a doublé ces derniers mois : **ainsi, des fonds d'investissements financiers et des banques principalement américaines, quasi ou totalement inconnus sur ce type de marché, profitent de l'occasion pour jouer avec le prix des matières premières.**

**Le Parti Socialiste s'insurge contre cette spéculation débridée, nouvelle illustration du libéralisme sauvage qui frappe le monde agricole** : les éleveurs, déjà durement touchés par la crise et par la politique inconstante du gouvernement, vont de nouveau subir de plein fouet cette flambée des prix de l'alimentation animale (de l'ordre de 20 à 50 euros par tonne). L'alimentation du bétail représente en effet 60 à 80% des charges de l'éleveur. Les céréales doivent servir à engraisser le bétail, et non les financiers !

En outre, dans une période de crise sociale inédite, **cette hausse du cours des céréales se répercutera inmanquablement sur le prix des denrées pour les consommateurs**, et notamment sur le coût de la viande qui pourrait croître de 6 à 10 %, et même de 10 % à 15 % pour le poulet dès septembre.

L'incertitude sur les cours des céréales pénalisera tout le monde, à commencer par **les pays du Sud.**

Le Parti Socialiste demande que le gouvernement intervienne pour mettre en œuvre **une véritable régulation des marchés agricoles et un encadrement strict des prix**, qui permettent d'éviter cette spéculation débridée et la déstabilisation de l'ensemble des filières animales déjà malmenées.